

LAOS



Treaty Series No. 45 (1971)

Exchange of Notes
between the Government of
the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
and the Government of the Kingdom of Laos
concerning the participation of the
United Kingdom in the Foreign Exchange
Operations Fund for Laos

Vientiane, 24 March 1971

[The Agreement entered into force on 24 March 1971]

Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
July 1971

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

7½p net

Cmnd. 4695

**EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE
GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF LAOS CONCERNING
THE PARTICIPATION OF THE UNITED KINGDOM IN THE
FOREIGN EXCHANGE OPERATIONS FUND FOR LAOS**

No. 1

The Prime Minister of Laos to Her Majesty's Ambassador at Vientiane

Vientiane.

Excellence,

le 24 Mars 1971

J'ai l'honneur de me référer au programme de stabilisation sur lequel le Gouvernement Royal du Laos, en consultation avec le Fonds Monétaire International, s'est engagé le 24 décembre 1963, par échange de lettres à cette date, avec les Gouvernements d'Australie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de la France, programme auquel le Gouvernement du Japon a accédé par échange de lettres en date du 7 avril 1965.

Afin de poursuivre le programme de stabilisation pendant l'année calendaire 1971, le Gouvernement Royal du Laos s'engage à prendre les mesures spécifiques suivantes :

I.A. Le Gouvernement Royal du Laos limitera le déficit budgétaire pendant l'exercice 1970-71 à un plafond de 8.800 millions de kip et se propose de limiter le déficit budgétaire de l'exercice 1971-1972 à 9.500 millions de kip. Pour atteindre ce but, le Gouvernement Royal du Laos limitera son déficit de caisse pendant le premier semestre de l'année calendaire 1971 à un maximum de 4.400 millions de kip et pendant le deuxième semestre de l'année calendaire 1971 à un maximum de 4.750 millions de kip, en prenant au besoin les mesures d'urgence nécessaires.

B. Le Gouvernement Royal du Laos assurera un contrôle effectif de ses dépenses de telle sorte que le plafond des dépenses autorisées ne soit pas dépassé.

C. Le Gouvernement Royal du Laos prendra les mesures nécessaires pour préparer un budget intégré pour l'exercice 1971-1972 avant le 30 juin 1971. Il informera les gouvernements contributeurs des mesures prises dans ce sens et des résultats enregistrés.

D. Le Gouvernement Royal du Laos accentuera ses efforts tendant à élargir la base de la fiscalité, à assurer le recouvrement total des droits et taxes existant et à garantir le prompt versement au Trésor de toutes les recettes effectuées. Si les rentrées fiscales dépassent les prévisions budgétaires, l'excédent servira à réduire le déficit budgétaire ou à financer des dépenses de développement.

E. Le Gouvernement Royal du Laos est d'accord pour que les gouvernements tributaires continuent à lui fournir des experts du budget qui apporteront leur assistance dans l'élaboration et la mise en oeuvre du budget national.

II. Le Gouvernement Royal du Laos freinera l'augmentation de la masse monétaire par des contrôles appropriés des crédits publics et privés compatibles avec la politique d'assainissement de l'économie nationale.

III A. La Banque Nationale du Laos, le Service National des Changes et les intermédiaires agréés, seront seuls autorisés à opérer des transactions de change au taux officiel. Le Gouvernement Royal du Laos, afin de contrôler ses recettes et ses dépenses en devises étrangères, continuera à dresser un budget des devises étrangères pour toutes les transactions au taux officiel. La réglementation des changes sera appliquée par le Service National des Changes à qui incombera la responsabilité du contrôle et de la comptabilisation de toutes les transactions de change au taux officiel. Tous les intermédiaires agréés rendront compte chaque jour à la Banque Nationale du Laos de leurs opérations de change au taux officiel.

B. Les dépenses en devises étrangères du Gouvernement Royal du Laos, à l'exception des dépenses telles que les frais des étudiants et des bourses à l'étranger auxquelles le Gouvernement Royal du Laos et les gouvernements des pays tributaires ont donné leur consentement, ne se feront que sur les devises acquises au taux officiel. Quant à l'utilisation de ces devises, elle est limitée au financement des dépenses du Gouvernement Royal du Laos destinées à ses Ambassades ou à d'autres fins essentielles et précises mentionnées au budget des devises étrangères et dans la réglementation des changes.

C. Le Gouvernement Royal du Laos maintiendra un marché libre légal des devises étrangères.

Afin d'aider à maintenir un fonctionnement régulier du marché libre, j'ai l'honneur de demander la participation de votre Gouvernement à un Fonds des Opérations de Change pour le Laos et de faire les propositions suivantes :

IV A. Un Comité Consultatif de Stabilisation sera créé, qui comprendra les représentants de la Présidence du Conseil des Ministres, des Ministères des Finances et de l'Economie Nationale, de la Banque Nationale du Laos, du directeur du Fonds des Opérations de Change pour le Laos, du représentant résident du Fonds Monétaire International et un représentant de chaque gouvernement tributaire.

B. Le Comité Consultatif de Stabilisation sera chargé de suivre chaque mois les progrès du programme de stabilisation et recevra chaque mois des rapports écrits, pas plus de vingt jours après la fin de chaque mois. Ces rapports couvrant les opérations du mois précédent de la Direction du Budget, du Service National des Changes, de la Banque Nationale du Laos et du directeur du Fonds des Opérations de Change pour le Laos afin de

pouvoir s'assurer des bonnes conditions de la réalisation du programme de stabilisation. Le Comité Consultatif de Stabilisation fera des recommandations au Gouvernement Royal du Laos, aux gouvernements tributaires et au directeur du Fonds des Opérations de Change pour le Laos touchant les progrès du programme de stabilisation et les moyens d'améliorer son exécution.

V. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord donne son accord à ce que les kip provenant de la vente par le Fonds des Opérations de Change des dollars fournis au Fonds par le Gouvernement du Royaume-Uni soient, sur la demande du Gouvernement Royal du Laos, versés à la Banque Nationale du Laos pour l'amortissement de la dette du Gouvernement Royal du Laos à l'égard de la Banque; ce qui précède sera soumis à la condition que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit d'utiliser jusqu'à concurrence de dix pour cent des fonds de contrepartie provenant de sa contribution pour 1969 après un an de fonctionnement et jusqu'à concurrence de dix pour cent de contrepartie provenant de chaque paiement de ses contributions au titre des années 1970 et 1971 après un délai d'un an à compter de la date de ce paiement au Fonds, pour couvrir des frais engagés sur place et d'autres dépenses pour les projets de développement économique au Laos auxquels participe le Gouvernement du Royaume-Uni.

VI. Conscient de ce que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord apprécierait que d'autres gouvernements participent au Fonds des Opérations de Change pour le Laos en plus des gouvernements tributaires actuels, le Gouvernement Royal du Laos est disposé à solliciter activement de telles contributions nouvelles.

VII. Si l'une des parties à cet accord pense qu'elle est dans l'incapacité de remplir les engagements qui y sont inclus, elle consultera sans délai l'autre partie.

VIII. Le présent accord pourra être amendé d'un commun accord.

IX. Après consultation entre nos deux Gouvernements, l'une ou l'autre partie pourra mettre fin au présent accord.

X. Le présent accord, dans la mesure où il se trouve en contradiction avec les clauses de précédents accords entre nos deux Gouvernements concernant le Fonds des Opérations de Change pour le Laos, annule ces précédents accords.

Dès réception de votre lettre indiquant que ces engagements et propositions sont agréés par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement Royal du Laos considèrera que cette lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements devant entrer en vigueur à la date de Votre réponse.

Le Gouvernement Royal du Laos remercie Votre Gouvernement de l'aide qu'il apporte à la réalisation de ce programme et je suis particulièrement heureux de vous exprimer à cette occasion nos sentiments de gratitude.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer les assurances de ma haute considération.

PRINCE SOUVANNA PHOUMA
(CHAO KROMMANA)

[Translation as in No. 2]

No. 2

Her Majesty's Ambassador at Vientiane to the Prime Minister of Laos

*British Embassy,
Vientiane.*

24 March, 1971.

Your Highness,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Highness's letter of this date which reads in English as follows:

"I have the honour to refer to the Stabilization Programme into which the Royal Lao Government, in consultation with the International Monetary Fund, entered on 24 December, 1963, by letters exchanged on that date with the Governments of Australia, France, the United Kingdom,⁽¹⁾ and the United States and to which the Government of Japan acceded by exchange of letters dated 7 April, 1965. To extend the Stabilization Programme through the calendar year 1971 the Royal Lao Government undertakes to introduce the following specific measures:

"I.A. The Royal Lao Government shall limit the budgetary deficit during fiscal year 1970-71 to a maximum of 8,800 million kip and proposes to limit the deficit for fiscal year 1971-72 to 9,500 million kip. To this end, the Royal Lao Government shall limit its cash deficit during the first half of calendar year 1971 to a maximum of 4,400 million kip, and during the second half of calendar year 1971 to a maximum 4,750 million kip, if necessary taking emergency measures to achieve this.

"B. The Royal Lao Government shall exercise effective control over its expenditures to ensure that authorized expenditure ceilings are not exceeded.

"C. The Royal Lao Government shall take the necessary measures to prepare an integrated budget for fiscal year 1971-72 before 30 June, 1971. The Royal Lao Government shall inform the contributing Governments of the measures taken in this respect and of the progress achieved.

"D. The Royal Lao Government shall make more strenuous efforts to broaden the basis of tax collection, to ensure full collection of existing taxes and duties, and to ensure the prompt deposit into the Treasury of all revenues. If actual collections exceed budgeted revenues the excess shall be used to reduce the budgetary deficit or be programmed for developmental expenditures.

⁽¹⁾ Treaty Series No. 20 (1964), Cmnd. 2331.

“E. The Royal Lao Government agrees that the contributing Governments should continue to furnish budget experts to the Royal Lao Government to assist in the formulation and to advise on the implementation of the national budget.

“II. The Royal Lao Government shall restrict expansion of the money supply through appropriate controls on public and private credit in harmony with its policy of reform for the national economy.

“III. A. Transactions in foreign exchange at the official rate shall be limited to the National Bank of Laos, the National Exchange Office, and to the authorized dealers. The Royal Lao Government, in order to control its receipts and expenditures of foreign exchange, shall continue to maintain a Foreign Exchange Budget for all transactions at the official exchange rate. The Foreign Exchange Regulations shall be administered by the National Exchange Office which shall be responsible for control and accountability of all foreign exchange transactions at the official exchange rate. All authorized dealers shall report to the National Bank of Laos all receipts and expenditures in foreign exchange at the official rate daily.

“B. Foreign Exchange expenditures of the Royal Lao Government, except for those expenses, such as student and scholarship costs abroad, agreed between the Royal Lao Government and donor governments, shall be limited to exchange acquired at the official rate and as to uses to expenditures for its embassies and for other specified essential purposes prescribed in the Foreign Exchange Budget and the Foreign Exchange Regulations.

“C. The Royal Lao Government shall maintain a legal open market in foreign exchange.

“To assist in maintaining orderly conditions in the open market, I have the honour to request that your Government will contribute to a Foreign Exchange Operations Fund for Laos and to make the following further proposals:

“IV.A. A Stabilization Consultative Committee shall be established consisting of the representatives of the Presidency of the Council of Ministers, the Ministries of Finance and of National Economy, the National Bank of Laos, the manager of the Foreign Exchange Operations Fund for Laos, the Resident Representative of the International Monetary Fund, and a representative of each of the contributing Governments.

“B. The Stabilization Consultative Committee shall be responsible for examining monthly the progress of the Stabilization Programme and shall receive monthly reports in writing, not later than twenty days after the close of each month, such reports to cover the previous month's operations, from the Budget Office, the National Exchange Office, the National Bank of Laos, and the manager of the Foreign Exchange Operations Fund for Laos with a view to assuring the proper implementation of the Stabilization Programme. The Stabilization Consultative Committee shall make recommendations to the Royal Lao Government, to the contributing

Governments, and to the manager of the Foreign Exchange Operations Fund for Laos on the progress of the Stabilization Programme and ways to improve its implementation.

“ V. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree that the kip generated by the sale through the Foreign Exchange Operations Fund of dollars contributed to the Fund by the Government of the United Kingdom, shall at the request of the Royal Lao Government, be paid to the National Bank of Laos for retirement of the Royal Lao Government debt owed to the Bank, with the provision despite the foregoing that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland reserve the right to use up to ten per cent of the counterpart funds generated by their 1969 contribution after one year of operations and up to ten per cent of the counterpart funds generated by any instalment of their 1970 and 1971 contributions after the elapse of one year from the date of payment of the instalment into the fund to defray local costs and other expenses of economic development projects in Laos to which the Government of the United Kingdom contribute.

“ VI. Being aware that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland would welcome contributions to the Foreign Exchange Operations Fund by other governments in addition to the existing contributing Governments, the Royal Lao Government agrees actively to seek contributions to the Fund from such other governments.

“ VII. Should either party to this Agreement come to believe it will be unable to fulfil any of its obligations under the Agreement, it shall consult the other party immediately.

“ VIII. This Agreement may be amended by mutual agreement.

“ IX. This Agreement may be terminated by either Government after consultation by our two Governments.

“ X. This Agreement shall, to the extent that it is inconsistent with the provisions of previous Agreements between our two Governments regarding the Foreign Exchange Operations Fund, supersede those previous Agreements.⁽²⁾

“ On receipt of your letter indicating that the foregoing undertakings and proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the Royal Lao Government shall consider that this letter and your reply constitute an Agreement between our two Governments to enter into force on the date of your reply.

⁽²⁾ Treaty Series No. 20 (1964), Cmnd. 2331.
Treaty Series No. 57 (1965), Cmnd. 2699.
Treaty Series No. 29 (1966), Cmnd. 2999.
Treaty Series No. 26 (1967), Cmnd. 3236.
Treaty Series No. 74 (1968), Cmnd. 3738.
Treaty Series No. 114 (1969), Cmnd. 4204.
Treaty Series No. 48 (1970), Cmnd. 4378.

“The Royal Lao Government thanks your Government for bringing its assistance to the realization of this programme and I am particularly happy to express to you on this occasion our sentiments of gratitude.”

I have the honour to inform Your Highness that the foregoing undertakings and proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland who therefore agree that Your Highness's letter together with the present reply shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force as of this date. Specifically, my Government hereby accede to the request of the Royal Lao Government to participate in the Foreign Exchange Operations Fund for Laos during calendar year 1971.

I avail myself of this opportunity to renew to your Highness the assurances of my highest consideration.

J. O. LLOYD,
Ambassador.

Printed in England by Her Majesty's Stationery Office

RD 2